

artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen bepaald als volgt :

Studierichtingen en onderverdelingen ervan	Onderwijzend en wetenschappelijk personeel a	Administratief en technisch personeel b	Andere werkingskosten c	Totale forfaitaire kostprijs per student T
Groep A				
1e schijf	146042	22587	42801	211430
2e schijf	146042	11294	21401	178737
Groep B				
1e schijf	226488	86983	83605	397076
2e schijf	226488	43492	41803	311783
Groep C				
1e schijf	339112	166881	135661	641654
2e schijf	339112	83441	87831	490384
Groep D				
1e schijf	339112	119048	73211	531371
2e schijf	339112	59524	36606	435242
Groep A/12				
1e schijf	170176	26352	49934	246462
2e schijf	170176	13176	24967	208319

Art. 2. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

M. LEBRUN

F. 94 — 1871 (94 — 199)

9 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 18 du 26 janvier 1994, à la page 1569, il y a lieu d'ajouter à l'article 22, 1° après — M. José Dooms, le nom de — M. José Desiron.

VERTALING

N. 94 — 1871 (94 — 199)

9 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Luik
Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 18 van 26 januari 1994, op blz. 1569, van de franstalige tekst, moet men in artikel 22, 1° na « — M. José Dooms », de naam van « — M. José Desiron » bijvoegen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 1872

[C — 27391]

23 JUN 1994. — Décret modifiant le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 2, 17°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution est abrogé.

A l'article 18, alinéa 1er, 5°, il y a lieu de remplacer « 36 » par « 33, § 1er ».

(1) Voir note à la page suivante.

Art. 2. Dans le même décret, le mot « Exécutif » est remplacé par le mot « Gouvernement ».

Art. 3. Au chapitre VI du même décret sont apportées les modifications suivantes :
1^o l'intitulé de ce chapitre est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE VI. — *Dispositions budgétaires* »;

2^o la division en sections et les intitulés de celles-ci sont supprimés.

Art. 4. Le chapitre VII du même décret, comprenant les articles 36 et 37, est remplacé par un chapitre VII nouveau, comprenant les articles 32 à 36 et rédigé comme suit :

« CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives à l'égouttage ainsi qu'à l'évacuation et au traitement d'eaux usées*

Article 32. En vue d'appliquer les Directives de la Communauté européenne et d'autres actes internationaux en matière de protection des eaux de surface, le Gouvernement peut imposer aux communes de réaliser des travaux d'égouttage sur tout ou partie de leur territoire aux conditions et dans les délais qu'il fixe.

Article 33. § 1er. Tous les travaux d'égouts communaux doivent s'intégrer dans un plan communal général d'égouttage, établi après consultation de l'organisme d'épuration et approuvé par le Gouvernement dans les six mois de la demande d'approbation. Le Gouvernement approuve ou refuse le plan; le refus doit être motivé pour une raison relative à l'objet du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement fixe les règles de présentation et d'élaboration des plans d'égouttage susvisés ainsi que le délai dans lequel ils doivent être présentés.

§ 3. Le Gouvernement peut allouer aux communes une subvention pour l'établissement de leur plan communal général d'égouttage. Il établit les modalités de la subvention. Celle-ci est calculée en tenant compte de la superficie du territoire et du nombre d'habitants de la commune. Elle ne peut être liquidée qu'après approbation du plan communal général d'égouttage.

§ 4. A dater du 31 décembre 1996, l'octroi de toute subvention régionale en matière d'égouttage est subordonné à l'établissement d'un plan général d'égouttage approuvé et au respect de ce plan.

Article 34. Les communes établissent et communiquent à la Région tous les deux ans, dans les formes et suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement, un rapport contenant :

1^o un état de la situation en matière d'évacuation et de traitement des eaux usées des immeubles situés sur leur territoire;

2^o le programme des travaux d'égouttage qu'elles comptent réaliser.

Ce rapport est joint au budget communal. La commune annonce l'existence de ce rapport aux lieux d'affichage communal et le met à disposition de la population qui peut le consulter toute l'année à l'administration communale durant les heures d'accès au public.

Article 35. § 1er. Le Gouvernement peut arrêter des règlements généraux concernant l'évacuation et le traitement des eaux usées des immeubles bâtis ou de certaines catégories d'entre eux.

Ces règlements sont applicables à tout ou partie de la Région wallonne, notamment dans les agglomérations ou parties d'agglomérations que le Gouvernement désigne, et dont il fixe les limites.

§ 2. Le conseil communal édicte un règlement communal qui complète les prescriptions des règlements généraux visés au § 1er.

Les règlements communaux existant à la date d'entrée en vigueur d'un règlement général y sont adaptés, soit à l'initiative, soit dans le délai imposé par le Gouvernement.

Article 36. En cas d'urgence, si une menace grave pèse sur la salubrité publique ou l'environnement, le Gouvernement peut contraindre la ou les communes qu'il désigne à procéder à des travaux d'égouttage ou autres relatifs à l'évacuation des eaux usées dans le délai qu'il détermine.

Si, à l'expiration de ce délai, une commune n'a pas exécuté les travaux prescrits, le Gouvernement peut charger le Gouverneur de les faire exécuter aux frais de cette commune. Les travaux exécutés dans ces conditions peuvent donner lieu à subvention. »

Art. 5. L'article 39, § 1er, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 39. § 1er. Le Gouvernement peut réglementer l'installation de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues et fixer les conditions auxquelles ces fosses et autres systèmes d'épuration doivent répondre.

Il peut notamment les agréer ou les faire agréer, selon la procédure qu'il détermine.

Le Gouvernement peut subventionner l'installation de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues.

A cette fin, il peut associer la commune à la procédure de la demande et de la liquidation du subside et au contrôle de l'installation de la fosse septique ou du système d'épuration analogue. Il fixe la rémunération pour le service rendu par la commune. Il établit les modalités de l'octroi des subventions dans le cadre des règlements généraux visés à l'article 35. »

Art. 6. L'article 50, 3^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 50. 3^o Celui qui installe une fosse septique ou un système d'épuration qui y est assimilé, en violation des règles établies en vertu de l'article 39. »

Art. 7. A l'article 30, 12^o, du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, il y a lieu de remplacer « 36 » par « 33, § 3 ».

(1) Session 1993-1994 :

Document du Conseil 245 (1993-1994), nos 1 à 3.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 15 juin 1994.

Discussion — Vote.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 23 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi
et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 1872

23. JUNI 1994. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Artikel 2 17° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung wird aufgehoben.

In Artikel 18 Absatz 1 5° soll « 36 » durch « 33, § 1 » ersetzt werden.

Art. 2. In demselben Dekret wird das Wort « Exekutive » durch das Wort « Regierung » ersetzt.

Art. 3. In Kapitel VI desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Titel dieses Kapitels wird durch folgenden Titel ersetzt:

« KAPITEL VI. — *Haushaltsbestimmungen* »;

2° die Teilung in Abschnitte und die Titel dieser Abschnitte werden weggelassen.

Art. 4. Kapitel VII desselben Dekrets, das die Artikel 36 und 37 beinhaltet, wird durch ein neues Kapitel VII, das die Artikel 32 bis 36 beinhaltet und wie folgt abgefaßt ist, ersetzt:

« KAPITEL VII. — *Bestimmungen über die Entwässerung
sowie über die Ableitung und die Behandlung von Abwasser*

Artikel 32. Zwecks der Anwendung der EG-Richtlinien und anderer internationaler Akten in Sachen Schutz des Oberflächenwassers kann die Regierung die Gemeinden verpflichten, unter den Bedingungen und innerhalb der Fristen, die sie festlegt, Entwässerungsarbeiten auf der Gesamtheit oder auf einem Teil ihres Gebiets auszuführen.

Artikel 33. § 1. Alle gemeindlichen Kanalisationsarbeiten müssen in einen allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan einbezogen werden, der nach Beratung mit der Klärungsanstalt festgelegt wird und innerhalb von sechs Monaten nach dem Genehmigungsantrag von der Regierung genehmigt wird.

Die Regierung genehmigt den Plan, oder sie lehnt ihn ab; die Ablehnung muß sich auf einen Grund stützen, der sich auf den Gegenstand des vorliegenden Dekrets bezieht.

§ 2. Die Regierung legt die Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der obenerwähnten Entwässerungspläne, sowie die Frist, in der sie vorgelegt werden müssen, fest.

§ 3. Die Regierung kann den Gemeinden einen Zuschuß für die Aufstellung ihres allgemeinen kommunalen Entwässerungsplans gewähren. Sie setzt die Modalitäten der Bezuschußung fest. Der Betrag dieser Bezuschußung wird unter Berücksichtigung der Gebietsfläche und der Anzahl Bewohner der Gemeinde berechnet. Er darf erst nach Genehmigung des allgemeinen kommunalen Entwässerungsplans ausbezahlt werden.

§ 4. Ab dem 31. Dezember 1996 unterliegt die Gewährung jedes regionalen Zuschusses in Sachen Entwässerung der Aufstellung eines genehmigten allgemeinen Entwässerungsplans und der Einhaltung dieses Plans.

(1) *Sitzungsperiode 1993-1994:*

Dokumente des Rates 245 (1993-1994) Nrn. 1 bis 3.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 15. Juni 1994.

Diskussion — Abstimmung.

Artikel 34. Die Gemeinden stellen alle zwei Jahre einen Bericht auf und übermitteln ihn der Region in den Formen und gemäß der Modalitäten, die durch die Regierung festgelegt werden. Dieser Bericht beinhaltet:

1° eine Bestandsaufnahme in Sachen Ableitung und Behandlung des Abwassers der auf ihrem Gebiet gelegenen Gebäude;

2° das Programm der geplanten Entwässerungsarbeiten.

Dieser Bericht wird dem gemeindlichen Haushalt beigelegt. Die Gemeinde kündigt das Bestehen dieses Berichts an den gemeindlichen Anschlagsorten an und stellt ihn zur Verfügung der Öffentlichkeit, die das ganze Jahr während der öffentlichen Zugangszeiten bei der Gemeindeverwaltung Einsicht in diesen Bericht nehmen kann.

Artikel 35. § 1. Die Regierung darf allgemeine Regelungen über die Ableitung und die Behandlung des Abwassers aus den gebauten Gebäuden oder bestimmten Kategorien von diesen Gebäuden festlegen.

Diese Regelungen gelten für die Gesamtheit oder für einen Teil des Gebiets der Wallonischen Region, insbesondere für die Ballungsräume oder Teile von Ballungsräumen, die die Regierung bestimmt und deren Grenzen sie festlegt.

§ 2. Der Gemeinderat verordnet eine gemeindliche Regelung zur Ergänzung der Bestimmungen der in § 1 erwähnten allgemeinen Regelungen.

Die gemeindlichen Regelungen, die am Tag des Inkrafttretens einer allgemeinen Regelung schon bestehen, werden entweder auf eigene Initiative oder innerhalb der von der Regierung auferlegten Frist dieser allgemeinen Regelung angepaßt.

Artikel 36. In dringenden Fällen — wenn die öffentliche Gesundheit oder die Umwelt ernsthaft gefährdet ist, kann die Regierung die Gemeinde(n), die sie bezeichnet, zwingen, innerhalb einer von ihr festgelegten Frist Entwässerungsarbeiten oder andere Arbeiten zur Beseitigung des Abwassers vorzunehmen.

Wenn nach Ablauf dieser Frist eine Gemeinde die vorgeschriebenen Arbeiten nicht ausgeführt hat, kann die Regierung den Gouverneur beauftragen, sie auf Kosten dieser Gemeinde ausführen zu lassen. Für die in solchen Umständen ausgeführten Arbeiten kann ein Zuschuß gewährt werden. »

Art. 5. Artikel 39 § 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 39. § 1. Die Regierung kann die Anlage von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen regeln und die Bedingungen festlegen, denen diese Gruben und anderen Klärvorrichtungen entsprechen müssen.

Sie kann diese Gruben bzw. Klärvorrichtungen je nach dem Verfahren, das sie festlegt, genehmigen oder genehmigen lassen.

Die Regierung kann die Anlage von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen bezuschussen.

Zu diesem Zweck kann sie die Gemeinde am Verfahren des Antrags und der Auszahlung des Zuschusses sowie an der Kontrolle der Anlage der Faulgrube oder der ähnlichen Klärvorrichtung beteiligen. Sie legt die Entlohnung für den durch die Gemeinde geleisteten Dienst fest. Sie stellt die Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse im Rahmen der in Artikel 35 erwähnten allgemeinen Regelungen auf. »

Art. 6. Artikel 50 3° desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 50. 3° Diejenige, die in Übertretung der aufgrund von Artikel 39 festgelegten Regeln eine Faulgrube oder eine ähnliche Klärvorrichtung anlegt. »

Art. 7. In Artikel 30 12° des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser soll « 36 » durch « 33, § 3 » ersetzt werden.

Art. 8. Vorliegendes Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

Der Minister des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 1872

[C — 27391]

23 JUNI 1994. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2, 17°, van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling wordt opgeheven.

In artikel 18, eerste lid, 5°, wordt « 36 » vervangen door « 33, § 1 ».

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt het woord « Executieve » vervangen door het woord « Regering ».

Art. 3. In hoofdstuk VI van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van dat hoofdstuk wordt vervangen door het volgende opschrift :

« HOOFDSTUK VI. — *Begrotingsbepalingen* »;

2° de indeling in secties en de opschriften ervan worden afgeschaft.

Art. 4. Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, dat de artikelen 36 en 37 bevat, wordt vervangen door een nieuw hoofdstuk VII dat de artikelen 32 tot 36 bevat en als volgt luidt :

« HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de rioleringen en de afvloeiing en de verwerking van afvalwater*

Artikel 32. Voor de toepassing van de Richtlijnen van de Europese Commissie en van andere internationale akten inzake bescherming van het oppervlaktewater, kan de Regering de gemeenten verplichten tot het uitvoeren van rioleringswerkzaamheden op een gedeelte of op het geheel van hun grondgebied, onder de voorwaarden en binnen de termijn die zij bepaalt.

Artikel 33. § 1. Alle gemeentelijke rioleringswerkzaamheden moeten passen in een algemeen gemeentelijk rioleringsplan, opgesteld na raadpleging van de rioleringsinstelling en goedgekeurd door de Regering binnen zes maanden na de aanvraag om goedkeuring. De Regering keurt het plan goed of weigert het; de weigering moet omkleed zijn met een reden i.v.m. het onderwerp van dit decreet.

§ 2. De Regering bepaalt de regels voor de voordracht en de uitwerking van voornoemde rioleringsplannen alsmede de termijn waarbinnen zij moeten worden voorgedragen.

§ 3. De Regering kan de gemeenten een subsidie toekennen voor het opstellen van hun algemeen gemeentelijk rioleringsplan. Zij stelt de modaliteiten van de subsidie vast. Deze wordt berekend op grond van de oppervlakte van het grondgebied en van het aantal inwoners van de gemeente.

Ze mag pas worden uitbetaald na goedkeuring van het algemeen gemeentelijk rioleringsplan.

§ 4. Vanaf 31 december 1996 wordt de toekenning van elke gewestelijke rioleringssubsidie onderworpen aan de opstelling van een goedgekeurd algemeen rioleringsplan en aan de inachtneming van dat plan.

Artikel 34. Om de twee jaar stellen de gemeenten een verslag op aan de hand van de door de Regering vastgestelde modaliteiten, alvorens het naar het Gewest te sturen. Dat verslag bevat :

1° een inventaris inzake afvoer en verwerking van het afvalwater afkomstig van op hun grondgebied gelegen gebouwen;

2° het programma van de afwateringswerkzaamheden die de gemeenten wensen uit te voeren.

Dat verslag wordt bij de gemeentelijke begroting gevoegd. De gemeente maakt het bestaan van dat verslag bekend op de gemeentelijke aanplakplaatsen en stelt het ter beschikking van de bevolking die het het hele jaar door tijdens de openingsuren op het gemeentebestuur kan inzien.

Artikel 35. § 1. De Regering kan algemene reglementen vaststellen m.b.t. de afvoer en de verwerking van afvalwater afkomstig van gebouwen of van bepaalde categorieën gebouwen.

Die reglementen zijn van toepassing in het geheel of in een gedeelte van het Waalse Gewest, met name in de agglomeraties of in delen van agglomeraties die de Regering aanwijst en waarvan ze de grenzen bepaalt.

§ 2. De gemeenteraad vaardigt een gemeentelijk reglement uit ter aanvulling van de in § 1 bedoelde bepalingen van de algemene reglementen.

De gemeentelijke reglementen die van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van een algemeen reglement, worden aangepast, hetzij op eigen initiatief, hetzij binnen de door de Regering opgelegde termijn.

Artikel 36. In geval van dringende noodzakelijkheid — met name als de volksgezondheid of het milieu ernstig worden bedreigd — kan de Regering de door haar aangewezen gemeente(n) verplichten rioleringswerkzaamheden of andere werkzaamheden i.v.m. de afvoer van afvalwater binnen de door haar vastgestelde termijn te laten uitvoeren.

Indien de voorgeschreven werkzaamheden niet binnen de vastgestelde termijn worden uitgevoerd, kan de Regering de Gouverneur opdracht geven om ze op rekening van de gemeente te laten uitvoeren. De aldus uitgevoerde werkzaamheden kunnen het voorwerp van een subsidie uitmaken. »

Art. 5. Artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 39. § 1. De Regering kan de installatie van septische putten en soortgelijke zuiveringssystemen reglementeren en de voorwaarden vaststellen waaraan zij moeten voldoen.

De Regering kan ze met name volgens de door haar bepaalde procedure erkennen of laten erkennen.

De Regering kan de installatie van septische putten en soortgelijke zuiveringssystemen subsidiëren.

(1) Zitting 1993-1994 :

Stukken van de Raad 245 (1993-1994), nrs. 1 tot 3.

Integraal verslag. — Openbare vergadering van 15 juni 1994.

Bespreking — Stemming.

Daartoe kan ze de gemeente betrekken bij de procedure van aanvraag en uitbetaling van de subsidie of bij het toezicht op de installatie van de septische put of van het soortgelijke zuiveringssysteem. Ze bepaalt de vergoeding voor de door de gemeente bewezen dienst. Ze stelt de modaliteiten voor de toekenning van de toelagen vast in het kader van de in artikel 35 bedoelde algemene reglementen. »

Art. 6. Artikel 50, 3^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 50, 3^o Degene die een septische put of een gelijkaardig zuiveringssysteem in schending van de krachtens artikel 39 opgestelde regels installeert. »

Art. 7. In artikel 30, 12^o, van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater wordt « 36 » vervangen door « 33, § 3 ».

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 94 — 187^o

[C — 27390]

23 JUNI 1994. — Décret relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Les aéroports et aérodromes qui relèvent de la Région wallonne sont :

- 1^o l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud;
- 2^o l'aéroport de Liège-Bierset;
- 3^o l'aérodrome de Saint-Hubert;
- 4^o l'aérodrome de Spa.

Le Gouvernement peut compléter cette liste.

Art. 2. Le Gouvernement peut, aux clauses et conditions à déterminer par lui, concéder, en tout ou en partie, l'équipement, l'entretien et l'exploitation d'un ou de plusieurs aéroports ou aérodromes, ainsi que l'établissement et l'exploitation des services au profit des usagers.

La concession peut comporter la réalisation, aux frais du concessionnaire, de certains ouvrages utiles à l'exploitation.

Art. 3. La durée de la concession ne peut dépasser cinquante ans.

Art. 4. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, le concessionnaire peut concéder, en tout ou en partie, les missions qui lui sont confiées.

(1) Session 1993-1994 :

Document du Conseil 236 (1993-1994), nos 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 15 juin 1994.

Discussion — Vote.